

La Lituanie aligne son âge légal du jeu sur la Belgique : cap sur une prévention renforcée



Vincent Reynaert

Publié le 3 novembre 2025 . Lecture estimée : 2 min



Depuis le 1er novembre 2025, la Lituanie a relevé à 21 ans l'âge minimum pour participer à des jeux d'argent, qu'ils soient en ligne ou en casino. Cette réforme place le pays dans la même dynamique que la Belgique, qui a déjà adopté cette limite d'âge, et s'inscrit dans un mouvement plus large de renforcement des politiques de jeu responsable en Europe.

Jusqu'ici, les conditions d'âge variaient selon les types de jeux. Le nouveau dispositif fixe désormais un seuil unique à 21 ans pour tous les canaux, physiques et numériques. En parallèle, la loi impose aux opérateurs de renforcer la surveillance des comportements à risque grâce à des systèmes d'alerte automatisés. Lorsqu'un joueur présente des signes de dérive, son compte peut être suspendu pendant 48 heures, le temps d'éviter des pertes supplémentaires.

Les autorités introduisent aussi de nouveaux outils de plafonnement des dépôts et des durées de session. Ces mécanismes ont pour but de prévenir les excès plutôt que d'intervenir après coup. Leur application progressive doit permettre aux opérateurs de s'adapter sans perturber le marché.

Une régulation dans la tendance européenne

Cette réforme reflète la volonté croissante des États européens d'harmoniser leurs pratiques en matière de prévention du jeu excessif. Après la Belgique, la Lituanie s'ajoute à la liste des pays qui privilégient une approche préventive combinant encadrement des joueurs, suivi renforcé et sanctions financières ajustées à la taille des opérateurs.

Le principe de proportionnalité des amendes, calculées sur la base du chiffre d'affaires annuel, vise à assurer une équité entre les différents acteurs du marché, tout en incitant les opérateurs à renforcer leurs dispositifs internes.

Une efficacité à évaluer face au jeu illégal

L'un des enjeux majeurs reste la mesure de l'efficacité de ces dispositifs. Si la hausse de l'âge légal peut contribuer à retarder l'exposition au jeu et à réduire certains risques, son impact dépendra aussi de la capacité des autorités à contenir le développement du marché illégal, souvent plus accessible et non régulé.

En combinant un relèvement d'âge, un suivi technologique renforcé et une mise en œuvre progressive, la Lituanie adopte une posture prudente mais structurée. La réussite de cette politique se jugera sur sa capacité à protéger les joueurs sans affaiblir le marché légal, ni favoriser les circuits parallèles.